

Unité départementale Le Havre  
48 rue Denfert Rochereau  
BP 59  
76084 Le Havre

Le Havre, le 16/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CHEVRON ORONITE SAS**

Route du Pont VII  
7014 X  
76700 Gonfreville-L'Orcher

Références : 20251120\_Réexamen EDD Alkylphénols  
Code AIOT : 0005800439

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2025 dans l'établissement CHEVRON ORONITE SAS implanté Route du Pont VIII 76700 Gonfreville-l'Orcher. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection menée le 20/11/2025 avait pour but de clôturer le réexamen de la notice de dangers de l'unité Alkylphénols. En outre, l'inspection a contrôlé par sondage les équipements de sécurité principaux de l'unité.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHEVRON ORONITE SAS

- Route du Pont VIII 76700 Gonfreville-l'Orcher
- Code AIOT : 0005800439
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société CHEVRON ORONITE SAS est autorisée par un arrêté préfectoral cadre, modifié, du 23 mars 2017 à exercer ses activités sur le territoire de la commune de Gonfreville l'Orcher. Plus précisément, elle exploite des installations de fabrication et de développement d'additifs pour carburant et lubrifiant.

Le site est classé SEVESO Seuil Haut compte tenu des quantités de produits toxiques, inflammables et dangereux pour l'environnement stockés sur le site (rubriques 4110, 4130, 4330, 4510 et 4511).

L'unité Alkylphénols produit des alkylphénols, par la réaction d'alkylation du phénol avec du tétramère de propylène ou des oléifines linéaires, suivie d'une distillation.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Réacteurs	AP Complémentaire du 23/03/2017, article Annexe 2 - 1.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
4	Maîtrise des risques de fuite	AP Complémentaire du 23/03/2017, article 7.5.2	Demande d'action corrective	2 mois
5	Mise en sécurité de l'installation	AP Complémentaire du 23/03/2017, article Annexe 2 - 1.6	Demande d'action corrective	2 mois
8	Report d'alarme	AP Complémentaire du 23/03/2017, article 7.5.1	Demande d'action corrective	2 mois
11	Modifications présentées dans l'étude de dangers	AP Complémentaire du 23/03/2017, article 4	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Capacité de l'installation	AP Complémentaire du 23/03/2017, article Annexe 2 - I.1	Sans objet
3	Rétention	AP Complémentaire du 23/03/2017, article Annexe 2 - 3.2	Sans objet
6	Mur coupe-feu	AP Complémentaire du 23/03/2017, article Annexe 2 - 3.2	Sans objet
7	Distillation	AP Complémentaire du 23/03/2017, article 1.4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Canalisation	AP Complémentaire du 23/03/2017, article 4.1.3.2	Sans objet
10	Organisation	AP Complémentaire du 23/03/2017, article 7.5.1	Sans objet
12	Réexamen de l'étude de dangers de l'unité Alkylphénols	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.515-98.II	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de cette inspection que l'exploitant doit mettre en cohérence les informations contenues dans ses outils d'aide à la décision en supervision, avec les données de l'Etude de Dangers (EDD). En outre, le paramètre cinétique doit être investigué lors du contrôle des mesures de maîtrise des risques conformément à la réglementation en vigueur.

L'exploitant doit remettre une version consolidée de son EDD à l'inspection.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Capacité de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/03/2017, article Annexe 2 - I.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  [Cette prescription traite de la capacité de l'unité, elle est détaillée en annexe confidentielle.]
<b>Constats :</b>  Lors de la dernière visite, l'inspection avait pris note de l'augmentation de capacité de l'unité, qui devra être actée par arrêté préfectoral. L'exploitant a également présenté l'historique de production de son unité depuis 2020. Le seuil de l'augmentation de capacité est respecté. Des précisions sont apportées en annexe confidentielle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Réacteurs

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/03/2017, article Annexe 2 - 1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [Cette prescription confidentielle concerne des équipements de deux mesures de maîtrise des risques, dénommées MMR1 et MMR2 dans le cadre de l'inspection, sur les réacteurs de l'unité alkylphénols.]

## Constats :

### Constats de l'inspection:

L'inspection a constaté sur le terrain la présence d'équipements faisant partie de la MMR1\*.

En outre, l'inspection a constaté en salle de commande la présence d'équipements faisant partie de la MMR2. L'exploitant a été en mesure de montrer à l'inspection ses outils d'aide à la décision en cas de déclenchement d'alarmes en supervision. L'inspection a néanmoins constaté des incohérences dans les asservissements entre ces outils et les documents de l'étude de dangers. En outre, l'inspection a constaté que des alertes sur la supervision avec consignes s'affichaient sur les écrans à déclenchement d'alarme.

### Éléments de l'exploitant:

L'exploitant a été en mesure de montrer à l'inspection les justificatifs de contrôle de ces deux MMR.

Un des rapports de contrôle d'un des équipements de sécurité de la MMR1 en date du 11/06/2019 montre que le test d'étanchéité réalisé était non-conforme mais que la MMR reste opérationnelle. L'inspection a constaté que les tests réalisés sur les autres équipements de sécurité étaient conformes. Néanmoins, le critère de cinétique dont le contrôle est prescrit par l'arrêté ministériel du 29/09/2005 n'était pas évalué pour la MMR 2.

Compte-tenu de la défaillance de l'équipement testé le 11/06/2019, l'inspection s'interroge sur la fréquence de contrôle de ce matériel.

\* MMR = Mesure de Maîtrise des Risques

## **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

### Demande d'action corrective :

L'inspection demande à l'exploitant de mettre en cohérence en s'appuyant sur la définition de la fonction de sécurité de la MMR2, dans un délai de deux mois, les renseignements des asservissements de la MMR2 dans l'étude de dangers, avec l'outil d'aide à la décision en supervision.

L'inspection demande à l'exploitant de formaliser, dans un délai de deux mois, le contrôle du paramètre cinétique dans les tests de la MMR2.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 3 : Rétenion**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 23/03/2017, article Annexe 2 - 3.2

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [Cette prescription concerne la présence de rétention sur l'unité Alkylphénols, elle est détaillée en annexe confidentielle]
<b>Constats :</b>  <u>Constats de l'inspection:</u> Sur le terrain, l'inspection a constaté que la cuvette FOS233 (réacteur V232) et la cuvette FOS231 (réacteurs V233 et V234) semblent avoir les dimensions annoncées dans l'étude de dangers de l'unité. L'inspection n'a pas noté de désordre particulier sur les deux cuvettes.  <u>Éléments de l'exploitant:</u> L'inspection a constaté que sur son rapport de contrôle, l'exploitant caractérise l'état de la cuvette en fonction de la largeur des fissures relevées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Maîtrise des risques de fuite

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/03/2017, article 7.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Le dépassement de points de consigne doit déclencher des alarmes en salle de contrôle et le cas échéant, des actions de mise en sécurité appropriées aux risques encourus. [...]
<b>Constats :</b>  <u>Constats de l'inspection:</u> En salle de commande, l'inspection a contrôlé la présence d'une mise en sécurité, faisant partie des MMR du site. L'inspection a constaté qu'une alarme avait été paramétrée sur l'outil de supervision.  <u>Éléments de l'exploitant:</u> Lors de la visite, l'exploitant a montré les rapports de test de la mise en sécurité. Les derniers tests datent du 25/04/2025, d'avril 2025 et 18/04/2025. Les fiches de test renseignent un ensemble de critères de contrôle, qui ne reprennent pas la cinétique. L'inspection constate que certains tests sont incomplets ou pas correctement renseignés.

<p><u>Analyse de l'inspection:</u></p> <p>Le seuil d'alarme fixé sur la supervision est différent de celui indiqué dans l'étude de dangers. L'exploitant mettra en cohérence ses documents.</p> <p>Des incohérences sont notées entre les asservissements renseignés dans les fiches de tests de cette MMR et l'étude de dangers. Les documents doivent être mis en cohérence.</p> <p>Des précisions sont apportées en annexe confidentielle.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><u>Demande d'action corrective :</u></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre en cohérence en s'appuyant sur la définition de la fonction de sécurité de la MMR, dans un délai de deux mois, les renseignements des asservissements de la MMR mentionnée dans l'étude de dangers, avec l'outil d'aide à la décision en supervision et avec l'étude de dangers.</p> <p>En outre, l'exploitant remettra en cohérence son étude de dangers avec les seuils indiqués en supervision.</p> <p>L'exploitant doit justifier dans un délai de deux mois que ses procédures de tests sont correctes et, le cas échéant, s'assurer qu'elles soient désormais correctement renseignées.</p> <p>Comme pour le constat n°2, l'inspection demande à l'exploitant de formaliser, dans un délai de deux mois, le contrôle du paramètre cinétique dans les tests de la MMR2.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 5 : Mise en sécurité de l'installation

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/03/2017, article Annexe 2 - 1.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[Cette prescription concerne une mesure de maîtrise des risques de l'unité Alklphénols. Elle est détaillée en annexe confidentielle.]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constats de l'inspection:</u></p> <p>L'inspection a constaté la présence de dispositifs appartenant à la mesure de maîtrise des risques dans la salle de commande de l'unité.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a interrogé les opérateurs en salle, qui ont détaillé le fonctionnement de cette MMR.</p> <p>L'inspection a constaté que l'outil d'aide à la décision présent en supervision indiquait bien les asservissements concernés. L'inspection a constaté que pour un des équipements considérés, sélectionné par sondage, les asservissements étaient cohérents avec ceux renseignés dans l'étude de dangers.</p>

Éléments de l'exploitant:

L'exploitant a été en mesure de présenter les tests de MMR pour chaque réacteur. L'exploitant a déclaré que la fréquence de test était annuelle pour chaque réacteur et chaque grade de produit. Les dates des tests sélectionnés par sondage sont cohérentes avec ces propos.

Analyse de l'inspection:

L'inspection a noté que l'ensemble des tests présentés à l'inspection ont été notés conformes. En outre, l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité de réaliser les tests dans leur intégralité, afin de garantir leur conformité telle que prescrite par l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005. Certains points de contrôle des tests n'étaient pas toujours renseignés et laissent donc apparaître une ambiguïté quant à la complétude du test ou sa conformité globale. Certains tests mentionnent l'absence de contrôles visuels. Si ce critère n'est pas adapté au test, les fiches de contrôle doivent être revues.

En outre, le paramètre de cinétique n'a pas été pris en compte dans les fiches de contrôle. Il est rappelé à l'exploitant qu'au regard de son étude de dangers, la cinétique de l'ensemble de la chaîne MMR est estimée à 10 minutes. Il est rappelé à l'exploitant que ce critère est réglementaire au titre de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 et doit ainsi être vérifié.

Des précisions sont apportées en annexe confidentielle.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande d'action corrective:

L'inspection demande à l'exploitant, dans un délai de deux mois:

- de veiller à mener les tests MMR dans leur intégralité afin d'assurer la conformité des équipements;
- d'adapter les fiches de tests MMR dans le cas où certains critères sont inadaptés;
- de mettre en place un suivi de la cinétique de la chaîne MMR dans le test MMR;

L'exploitant veillera à décliner ces actions correctives à l'ensemble de ses MMR.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 6 : Mur coupe-feu**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 23/03/2017, article Annexe 2 - 3.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention des risques

**Prescription contrôlée :**

[Cette prescription concerne un mur coupe-feu de l'unité Alkylphénols. Elle est détaillée en annexe confidentielle.]

**Constats :**



Constats de l'inspection:

L'inspection a constaté la présence du mur coupe-feu. Le mur ne présentait pas de désordre particulier. La hauteur du mur semblait correspondre à la prescription (détaillée en annexe confidentielle). Le degré coupe feu du mur n'a pas fait l'objet d'un contrôle.

Eléments de l'exploitant:

L'exploitant a déclaré que le mur faisait l'objet d'un contrôle visuel tous les 24 mois. La dernière vérification a été réalisée le 12/06/2025 et conclut au bon état général du mur. Elle confirme le caractère coupe-feu du mur.

L'exploitant a déclaré qu'une vigilance était portée à l'absence de stockage de matériaux combustibles à proximité du mur coupe-feu. En outre, il a déclaré qu'un rappel est réalisé en réunion journalière de sécurité, et une vérification est réalisée par ronde.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Distillation**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 23/03/2017, article 1.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des risques

**Prescription contrôlée :**

La température et la pression à l'intérieur de la distillation sont connues et maîtrisées depuis la salle de contrôle.

Le niveau du ballon de tête est connu en permanence depuis la salle de contrôle.

**Constats :**

Constats de l'inspection:

En salle de commande, l'inspection a constaté l'affichage du niveau du ballon de tête de la distillation C240. L'exploitant a déclaré que ce niveau était le résultat d'une consigne.

L'inspection a également constaté que l'exploitant suivait en supervision la température et la pression dans le ballon de distillation C240.

L'inspection a également constaté la mise en œuvre d'une modification mentionnée dans la notice de réexamen transmise le 4 juillet 2024: la mise en place d'un nouvel échangeur et d'un ballon de pré-distillation sur la colonne.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Report d'alarme**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 23/03/2017, article 7.5.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des risques

**Prescription contrôlée :**

[...]

Le dépassement de points de consigne doit déclencher des alarmes en salle de contrôle et le cas échéant, des actions de mise en sécurité appropriées aux risques encourus.

[...]
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constats de l'inspection:</u></p> <p>L'inspection a constaté en salle de commande que les opérateurs disposaient de plusieurs outils d'aide à la décision:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- En cas de dépassement d'alarme, une fenêtre apparaît sur l'écran de supervision avec les actions opérateurs à effectuer le cas échéant;</li> <li>- L'inspection a consulté l'outil qui consigne les actions automatiques enclenchées par les dépassements d'alarmes sur certains paramètres. L'inspection a constaté certaines incohérences, notamment sur les vannes fermées, avec les documents de l'étude de dangers (voir constats précédents).</li> <li>- L'inspection a consulté également un outil d'aide à la décision qui consigne les opérations à mener en fonction des alarmes déclenchées. L'inspection a constaté des incohérences sur les seuils mentionnés dans les outils d'aide à la décision et les informations de l'étude de dangers (voir constats précédents).</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><u>Demande d'action corrective :</u></p> <p>Comme mentionné aux constats 2 et 4, l'inspection demande à l'exploitant de mettre en cohérence les outils d'aide à la décision avec l'étude de dangers dans un délai de deux mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 9 : Canalisation

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/03/2017, article 4.1.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les canalisations de transport de produit sont constituées en matériaux résistant à l'action des produits. Elles sont installées et exploitées de manière à éviter tout risque de pollution accidentelle. Leur étanchéité est surveillée régulièrement. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a contrôlé l'état de la tuyauterie de tétramère entre le bac T43A et l'unité Alkylphénols. L'inspection a contrôlé l'état du départ de la canalisation de tétramère depuis le bac T43 et n'a pas constaté de trace de corrosion externe particulière sur cette portion de canalisation. En outre, aucune fuite n'a été constatée, et les substances contenues dans les canalisations étaient indiquées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Organisation**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/03/2017, article 7.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant [...]identifie à ce titre, les éléments techniques/organisationnels (équipements, actions des opérateurs...) concourant à la fonction de sécurité (détection, traitement de l'information, action corrective). La liste des MMR est régulièrement mise à jour et tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Outre les outils d'aide à la décision présents en supervision, l'exploitant a déclaré que des réunions journalières étaient organisées chaque matin pendant une demi-heure, durant lesquelles des points de sécurité, de maintenance, de qualité et de quantité sont abordés.  En outre, l'exploitant a déclaré qu'une défaillance d'une MMR entraînait l'arrêt de l'unité. Pour les autres barrières de sécurité, l'exploitant a déclaré que des consignes opératoires avec la mise en place d'un contrôle supplémentaire étaient mises en place.  La liste des MMR est présente dans l'étude de dangers. L'inspection des installations classées a pu contrôler par sondage certains éléments de ce document (voir constats précédents).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Modifications présentées dans l'étude de dangers**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/03/2017, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les unités Alkylphénols et Phénates sont intégrées dans l'étude des dangers spécifiques "unités Alkylphénols et Phénates". La date de remise de cette étude figure au chapitre 10.1 du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  <u>Eléments de l'exploitant:</u> Dans sa notice de réexamen, l'exploitant a déclaré qu'un changement de technologie avait été réalisé sur le niveau très haut LSH124. L'exploitant a déclaré que le niveau était suivi par deux mesures : par bullage et par radar. La mesure fait intervenir pour la détection les mêmes asservissements que la précédente technologie.  <u>Constats de l'inspection:</u> L'inspection a constaté en salle de commande la présence de ce niveau très haut LT124.  <b>Arrêt d'activité du bac T143:</b>

L'inspection a constaté sur le terrain que le bac T143 avait bien été platiné, comme décrit dans la notice de dangers.

**Soufflage d'azote:**

Dans sa notice de dangers, l'exploitant a constaté la mise en place d'un soufflage automatique des lignes des réacteurs Alkylphénols. L'inspection a constaté la présence de lignes de soufflage d'azote à différents points de l'unité.

Analyse de l'inspection:

Il apparaît que l'exploitant a transmis les notices de réexamen des unités Phénates et Alkylphénols de manière séparée.

Si l'exploitant souhaite penser à un nouveau redécoupage de la manière dont il dépose ces EDD, il doit justifier cette demande auprès de l'inspection.

L'inspection a demandé à l'exploitant en annexe de ce rapport et à l'issue du réexamen qu'une EDD corrigée et consolidée soit remise.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande d'action corrective:

L'inspection demande à l'exploitant de lui fournir, dans un délai de trois mois, une version consolidée et corrigée de son EDD. Les corrections à effectuer sont mentionnées dans les points de constats précédents ainsi que dans l'annexe confidentielle d'examen de la notice.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 12 : Réexamen de l'étude de dangers de l'unité Alkylphénols**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.515-98.II

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etude de dangers

**Prescription contrôlée :**

L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire.

**Constats :**

L'exploitant a remis le 04/07/2024 le réexamen quinquennal de l'étude de dangers de l'unité Alkylphénols de son établissement en application des articles L.515-39 et R.515-98 du code de l'environnement. Le dossier de réexamen est constitué:

- d'une notice de réexamen réalisée selon les dispositions prévues par l'avis ministériel du 8 février 2017 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut Seveso seuil haut accompagnée de la mise à jour de l'étude de dangers.

L'examen de la notice par l'inspection des installations classées a été réalisé selon une démarche proportionnée aux enjeux au regard de la grille d'analyse du niveau de maîtrise du risque (dite grille MMR).

L'annexe confidentielle 2 ci-jointe détaille l'analyse de ces documents et a permis de conclure:

- qu'aucune prescription complémentaire n'est nécessaire au regard des dispositions réglementaires en vigueur (notamment l'arrêté préfectoral du 23/03/2017);
- que la situation de l'établissement ne conduit, ni à impacter par des effets létaux une nouvelle zone urbanisée ou urbanisable ou susceptible d'accueillir un fort rassemblement de population, ni à rendre applicable une nouvelle mesure de maîtrise de l'urbanisation, au sens du II b) de l'annexe 1 de la circulaire du 4 mai 2007, relative au porter à la connaissance «risques technologiques» et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées;
- qu'aucun nouveau phénomène dangereux spécifique n'est à prendre en compte dans le plan particulier d'intervention en vigueur du 30/08/2023;

L'inspection prend donc acte des informations figurant dans la notice de réexamen.

Conformément aux dispositions en vigueur, le prochain réexamen de cette étude de dangers est attendu au plus tard pour le **01/07/2029**.

Comme mentionné ci-dessus, dans une démarche proportionnée aux enjeux, l'examen a été mené sur des enjeux identifiés ou par sondage ciblé et n'a donc pas vocation à être exhaustif. En conséquence, lors de l'évaluation du prochain réexamen sous la forme d'une notice, l'inspection pourra, le cas échéant, être amenée à vérifier et contrôler des éléments de l'étude de dangers, objet de ces constats, afin de vérifier que l'exploitant respecte ses obligations réglementaires. L'inspection relève toutefois des améliorations pour les prochaines notices et des compléments à apporter lors du prochain réexamen. Ils sont rappelés ci-joint, en annexe confidentielle des présents constats.

Enfin, en application notamment des dispositions des articles L.515-40 et R.515-99 du code de l'environnement, 7 et 8 de l'AM du 26/05/2014, relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées ainsi que les annexes I et III dudit AM, l'exploitant doit:

- mettre en place et entretenir l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers (ou la notice),
- mettre en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées également dans l'étude de dangers (ou la notice) ou son système de gestion de la sécurité.

Tout écart par rapport aux éléments contenus dans l'étude des dangers (ou la notice) rappelés ci-dessus est susceptible d'entraîner des suites administratives ou pénales.

Type de suites proposées : Sans suite